



HAL
open science

**Du quartier des expulsions au quartier de l'espoir.
Disqualifier des mobilisations par la construction
d'alternatives concurrentes à Ciutat Meridiana,
Barcelone**

Marion Lang

► **To cite this version:**

Marion Lang. Du quartier des expulsions au quartier de l'espoir. Disqualifier des mobilisations par la construction d'alternatives concurrentes à Ciutat Meridiana, Barcelone. Delfini, Antonio; Talpin, Julien; Vulbeau, Janoé. Démobiliser les quartiers. Enquêtes sur les pratiques de gouvernement en milieu populaire, Presses Universitaires du Septentrion, pp.139-162, 2021, 978-2-7574-3358-4. halshs-03369328

HAL Id: halshs-03369328

<https://shs.hal.science/halshs-03369328v1>

Submitted on 22 Jan 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Chapitre 5. Du quartier des expulsions au quartier de l'espoir. Disqualifier des mobilisations par la construction d'alternatives concurrentes à Ciutat Meridiana, Barcelone

Marion Lang |

En 2015, la victoire de la liste Barcelona en Comú, emmenée par Ada Colau, aux élections municipales de Barcelone symbolise le renouveau d'une gauche de gouvernement en Espagne après une décennie marquée par la crise économique de 2007 et les politiques d'austérité mises en place par la droite conservatrice du Partido Popular au niveau national (gouvernement de Mariano Rajoy entre 2011 et 2018) ainsi qu'à l'échelle de Barcelone (la droite conservatrice indépendantiste remporte la municipalité entre 2011 et 2014 après 50 ans de pouvoir municipal socialiste). Dans le contexte de crises économique et politique que connaît l'Espagne, le mouvement social des Indignés de 2011 et la naissance du parti de gauche radicale Podemos en 2014 sont des moments de remobilisation politique qui se traduisent en 2015 par des victoires électorales dans différentes villes dont Barcelone¹. La majorité municipale d'Ada Colau valorise cette filiation avec les mouvements sociaux en cherchant à concilier, dans l'exercice du pouvoir municipal, action politique et soutien à la longue tradition militante de la ville. Dans les quartiers populaires barcelonais, à partir des années 1970, des associations de quartier, appelées « associations de voisins », voient le jour pour défendre les intérêts des habitant·es et œuvrer pour la fin de la dictature franquiste. Symboles des luttes urbaines et de la transition démocratique², les activités de ces associations déclinent à partir des années 1990. Le cas du quartier populaire de Ciutat Meridiana fait office d'exception dans la mesure où il subsiste une association de voisins active, particulièrement mobilisée autour de la question des expulsions de logements. Pourtant l'élue référente du quartier, de la majorité Barcelona en Comú, pose un regard ambivalent sur cette association :

À Ciutat Meridiana, il y a une association de voisins, très active, qui s'organise surtout sur la question du logement et a réussi à amener des gens qui n'étaient pas organisés. Beaucoup de personnes de la communauté dominicaine ou nigériane par exemple. C'est une association de voisins active, mais

¹ La liste Barcelona en Comú, emmenée par Ada Colau, était soutenue par le parti espagnol de gauche radicale Podemos tout en étant distincte. Elle rassemble des élus issus de la société civile et de partis locaux classés à gauche sur l'échiquier politique.

² Manuel Castells, *The City and the Grassroots: A Cross-Cultural Theory of Urban Social Movements*, University of California Press, 1983.

peu perméable à l'action communautaire et au travail coordonné avec les autres organisations du quartier.³

Si l'élue présente l'association de voisins comme la première organisation de l'espace associatif local, elle critique également son faible investissement dans le secteur de « l'action communautaire ». Cette méthodologie issue du travail social, qui regroupe une diversité de dispositifs et de pratiques participatives, a été initiée à la fin des années 1990⁴ et est aujourd'hui dominante dans le développement urbain des quartiers populaires à Barcelone. La victoire de Barcelona en Comú, aux élections municipales de 2015 et de 2019, a contribué à l'institutionnalisation de cette pratique⁵. En lien avec ce contexte, nous cherchons à mettre au jour les tensions entre le militantisme historique des associations de voisins et l'action communautaire. Ce chapitre interroge les ressorts de la place spécifique occupée par l'association de voisins de Ciutat Meridiana dans le paysage associatif local à partir de l'étude des tactiques de démobilisation, en particulier la disqualification, développées par d'autres projets participatifs d'action communautaire.

La sociologie de l'action collective a bien identifié les freins à la mobilisation rencontrés par les subalternes, telles les classes populaires, les minorités ethniques ou d'autres populations stigmatisées (comme les prostituées par exemple), du fait d'un accès restreint aux ressources⁶ et de la mise en place de répertoires d'action adéquats⁷. Ces mobilisations doivent, par ailleurs, faire face à des stratégies de répression prenant des configurations plus ou moins violentes. Comme rappelé dans l'introduction générale, les formes violentes et intentionnelles de répression constituent des expériences exceptionnelles de démobilisation des militant·es des quartiers populaires. Notre propos vise davantage à interroger les techniques de disqualification routinières, plus discrètes ou encore de « répression à bas bruit »⁸ qui

³ Entretien avec Carolina R., élue locale référente de Ciutat Meridiana, 09/09/2016.

⁴ José Rebollo et Ismael Blanco, « El plan comunitario y social de la Trinitat Nova (Barcelona): un referente de la planificación participativa local », in Ismael Blanco et Ricard (dir.), *Gobiernos locales y redes participativas*, Barcelone, Ariel, 2002, p. 163-186.

⁵ La nomination de commissaire à la participation et à l'action communautaire ainsi que la mobilisation de la méthodologie d'action communautaire dans les différentes politiques de développement urbain dans les quartiers populaires en témoignent.

⁶ John McCarthy et Mayer Zald « Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, vol. 82 (n° 6), 1977, p. 1212-1241.

⁷ Lilian Mathieu, « Une mobilisation improbable : l'occupation de l'église Saint-Nizier par les prostituées lyonnaises », *Revue française de sociologie*, vol. 40 (n° 3), 1999, p. 475-499.

⁸ Julien Talpin, « Une répression à bas bruit. Comment les élus étouffent les mobilisations dans les quartiers populaires », *Métropolitiques*, 22 février 2016, consulté le 10 mars 2016, URL : <http://www.metropolitiques.eu/Une-repression-a-bas-bruit-Comment.html>.

constituent des pratiques de gouvernement plus ordinaires. Si Julien Talpin met en avant les stratégies de démobilisation directes de la part des élu·es, nous voudrions insister davantage sur des formes indirectes de démobilisation qui passent par le soutien à certaines associations au détriment d'autres. Ici, nous questionnons les stratégies de démobilisation au sein de l'espace local de participation d'un quartier populaire où l'on trouve des organisations et dispositifs participatifs divers (en termes de forme organisationnelle, d'objets et de mode d'action), mais ayant en commun d'entretenir des relations privilégiées entre eux et avec les actrices et acteurs institutionnels locaux. Plus précisément, notre hypothèse est que l'élaboration de l'action communautaire, comme pratique de gouvernement de l'espace associatif, constitue une tactique, indirecte et non intentionnelle, de disqualification du militantisme historique porté par l'association de voisins et conduit à la stigmatisation des groupes sociaux les plus fragiles.

Le matériau empirique support de ce chapitre provient d'une enquête ethnographique menée dans le cadre d'une thèse en science politique, conduite entre 2015 et 2018. Ma présence quotidienne à Ciutat Meridiana m'a permis d'observer plusieurs organisations de l'espace local de participation, dont l'association de voisins et le projet d'action communautaire Ciutat Esperança. Le matériau récolté, lors de dizaines de réunions et de discussions informelles, a été complété par la réalisation de quarante entretiens semi-directifs avec des membres de l'association de voisins, du projet Ciutat Esperança, des habitant·es du quartier en lien avec ces mobilisations, et d'autres protagonistes et institutionnels.

Présentation du quartier de Ciutat Meridiana

Ciutat Meridiana est un quartier populaire de Barcelone situé dans le district historiquement ouvrier de Nou Barris et compte environ 12 000 habitant·es. Il se trouve isolé géographiquement du reste de l'agglomération, car construit au nord de la ville derrière une montagne, mais reste bien connecté au centre de la ville. Le quartier a été bâti dans les années 1960 dans le cadre d'une opération de promotion immobilière publique afin d'éradiquer les bidonvilles. Contrairement aux quartiers de grands ensembles français construits à la même période, les logements appartiennent à des bailleurs privés occupants (la location reste rare en Espagne). La population originaire était composée d'ouvrières et d'ouvriers arrivés d'autres régions rurales espagnoles (Estrémadure, Andalousie notamment). Depuis le début des années 2000, suite à l'ouverture économique du pays, le quartier de Ciutat Meridiana accueille une grande part de populations étrangères. Entre 2000 et 2010, leur proportion est passée de 4 à 40 %. Les principales nationalités présentes sont : pakistanaise, équatorienne et marocaine. Cette partie de la population a subi de plein fouet la crise économique de 2008 (la part d'étranger.es chutant à 27 % en 2016). En effet, le quartier de Ciutat Meridiana

concentre le plus haut taux d'expulsions à la suite de la bulle immobilière de tout le pays.

Pour étudier les logiques de démobilisation inhérentes aux transformations de l'espace associatif de Ciutat Meridiana, je propose une réflexion en deux temps. D'abord, on verra comment la mise en concurrence de deux modèles associatifs, l'association de voisins, d'un côté, et l'action communautaire, de l'autre, sont des premiers moments de marginalisation de la première dans l'espace associatif local. On abordera ensuite la prégnance locale de l'action communautaire et la manière dont elle conduit au développement de projets participatifs, comme Ciutat Esperança. On montrera que ces projets constituent des outils de disqualification de la mobilisation contre les expulsions conduisant à la délégitimation de cette cause comme enjeu collectif et à la stigmatisation des étrangers mobilisés.

Un espace local de participation concurrentiel

À Ciutat Meridiana, il existe une diversité d'actrices et d'acteurs associatifs et de dispositifs participatifs aux objectifs et formes organisationnelles variées qui se caractérisent par leur proximité avec les institutions et élus locaux. La mobilisation de la notion d'espace local de participation, comprise comme un monde participatif à l'échelle du quartier où œuvrent des actrices et acteurs ainsi que des organisations pris dans des rapports de force spécifiques, permet d'envisager les formes de concurrences entre organisations et protagonistes au sein de la participation ainsi que les formes d'interdépendance avec d'autres espaces ou champs (comme le champ politique, social ou l'espace associatif). Si historiquement les luttes urbaines ont façonné l'espace associatif du quartier, le développement d'une participation institutionnalisée issue du travail social a conduit à leur marginalisation au sein de cet espace local. L'essor de l'action communautaire à Barcelone a, en effet, transformé les objectifs de la participation et des profils des entrepreneurs. Après avoir présenté l'association de voisins et son renouvellement à travers la prise en charge de la question des expulsions, je montre comment l'essor de l'action communautaire dans le quartier, qui devient le mode de participation dominant, conduit à sa marginalisation.

L'association de voisins : une organisation historique des luttes urbaines en renouvellement

L'association de voisins est une organisation historique des luttes urbaines tant à Ciutat Meridiana que dans les quartiers populaires espagnols d'autres grandes villes. Originellement créées sous la dictature franquiste comme regroupement des partis et

syndicats de gauche interdits alors, les associations de voisins ont activement participé à la transition démocratique et aux luttes urbaines des années 1960⁹. À Ciutat Meridiana, l'association est fondée en 1970, par des habitant·es, ouvrier·es alors que les immeubles viennent d'être construits et que tous les services publics ou presque sont absents dans le quartier. Son agenda est d'abord celui d'une amélioration des conditions de vie : cela passe par la dénonciation de l'insalubrité de la zone en 1971 avec l'organisation d'un concours public du plus gros rat sur la place centrale du quartier, puis en 1977 la revendication d'une école publique alors que le quartier compte déjà 40 000 habitant·es, ainsi que l'accès aux transports publics (d'abord le bus puis à partir des années 1990, le métro). Lors des premières élections municipales, en 1977, dans le contexte de la transition démocratique post-franquiste, les membres les plus actifs des associations de voisins accèdent aux instances dirigeantes de la municipalité de Barcelone. Cette entrée dans le champ politique des dirigeant·es associatifs conduit à un affaiblissement de la dynamique d'action collective. Les associations de voisins s'institutionnalisent et deviennent des organisations visibles et légitimes dans la construction d'institutions locales démocratiques. Elles occupent, dès lors, une place privilégiée dans l'organisation des premiers conseils participatifs locaux¹⁰.

Les militant·es historiques de l'association partagent des trajectoires sociales homogènes marquées par un engagement politique autour des idées socialistes et libertaires. Juan B., président de l'association, âgé de soixante-quatorze ans lors de notre entretien, en offre une bonne illustration. Né en Andalousie, il est arrivé à Barcelone à l'âge de quinze ans avec sa famille et a vécu toute sa vie dans le quartier. Il a rapidement travaillé en tant qu'ouvrier dans le textile. Il commence à participer à l'association de voisins peu après sa création et en devient le président. Sa socialisation politique aux idées anarchistes et libertaires, à la fin de la dictature, a joué un rôle important dans sa trajectoire, à l'instar d'autres militant·es. De la même manière pour Clemente L., retraité âgé de soixante-dix ans, cet engagement de longue date est encore valorisé aujourd'hui. Originaire d'Aragon, il est arrivé à Barcelone à l'âge de douze ans avec ses parents. Il a commencé à militer sous la dictature dans les associations de voisins puis dans d'autres organisations syndicales. Ayant toujours en tête des références telles que Bakounine, Marx ou Paulo Freire, il s'est mobilisé lors du mouvement des Indignés en 2011 après avoir délaissé le militantisme durant quelques années¹¹. En effet, à partir des années 1990, l'amélioration notable des conditions de vie dans

⁹ Manuel Castells, *The City and the Grassroots: A Cross-Cultural Theory of Urban Social Movements*, Berkeley, University of California Press, 1983.

¹⁰ Marc Andreu, *Barris, veïns i democràcia : el moviment ciutadà i la reconstrucció de Barcelona (1968-1986)*, Barcelona, L'Avenc, 2015.

¹¹ Entretien avec Clemente L., 16/03/2017.

le quartier de Ciutat Meridiana comme dans d'autres quartiers ouvriers et l'institutionnalisation des associations de voisins, devenues les principales interlocutrices des élus locaux, contribue au déclin du militantisme de quartier. En témoignent, la perte d'activité militante et la difficulté de renouvellement des membres notamment vis-à-vis des jeunes générations qui s'avèrent peu attirées par cette forme de militantisme. Au début des années 2000, les associations de voisins sont constituées de quelques militant.es historiques et peu actives.

À partir de 2007, la crise économique et l'installation de nombreux ménages immigrés à Ciutat Meridiana ont joué un rôle fondamental dans le regain de mobilisation au sein de l'association de voisins, qui recentre son activité sur la question des expulsions de logement. La crise a eu pour conséquence l'augmentation massive du chômage¹² liée à l'explosion de la bulle immobilière¹³ et a conduit à une paupérisation des personnes les plus fragiles économiquement et de surcroît issues de vagues d'immigration récentes¹⁴. L'explosion de la bulle immobilière couplée à cette montée du chômage a eu pour conséquence l'impossibilité pour de nombreuses familles de rembourser leur hypothèque et *in fine* l'expulsion de leur logement¹⁵. L'évolution démographique du quartier joue également un rôle dans ce renouvellement. La quasi-totalité des familles affectées par les expulsions est nouvelle dans le quartier et a pu permettre de redynamiser la base militante de l'association. Les militant.es historiques de l'association établissent effectivement un lien entre l'arrivée de nouveaux habitant.es – étranger.es – dans le quartier et la prise en charge de la cause des expulsions.

Juan : D'abord, il y a eu un choc ethnique entre des personnes d'ailleurs et les gens d'ici. Les gens d'autres pays, d'autres endroits.

Enquêtrice : Il y a eu des tensions ?

¹² Le nombre de chômeurs double entre 2008 et 2009 et passe de 9 % de la population à 17 %. Il augmente continuellement jusqu'au premier trimestre de 2013 pour atteindre près de 27 % (chiffres Observatoire Social de l'Espagne, 2015, consultés le 13/03/2017).

¹³ Entre 1996 et 2007, on assiste à une augmentation de 200 % des prix de l'immobilier couplé à des incitations fiscales qui permettent à 80 % de la population espagnole de devenir propriétaire grâce à des hypothèques (chiffres Observatoire Social de l'Espagne, 2017, http://www.observatoriosocial.org/ose/banco_datos_vivienda/, consulté le 13/03/2017).

¹⁴ Luis Diaz-Serran^o et Josep Raya, « Mortgages, immigrants and discrimination: An analysis of the interest rates in Spain », *Regional Science and Urban Economics*, 2014, vol. 45, p. 22-32.

¹⁵ Jaime Palomera, « How did finance capital infiltrate the world of the urban poor? Homeownership and social fragmentation in a Spanish neighborhood », *International Journal of Urban and Regional Research*, 2014, vol. 38 (n^o 1), p. 218-235.

J : Au départ oui entre certains. Nous, au sein de l'association, ce qu'on a proposé de dire c'est : qu'est-ce qu'on peut faire ? On doit créer un vivre ensemble. Et ces tensions, au final, se déclenchent quand les gens se connaissent mal. [...]

E : Qu'est-ce que vous avez fait concrètement ?

J : On a essayé de créer du dialogue, des moments pour que les gens se rencontrent et se connaissent. Par exemple, les assemblées de l'association c'est un de ces moments. Personne ne se connaît au départ, mais tout le monde a le même problème : son logement. Quand on voit ces personnes qui sont venues dans le quartier, ont acheté un appartement et ne peuvent plus le payer. Elles n'ont plus de travail, plus rien, plus personne. Et on voit que c'est dans ces moments difficiles, on peut s'unir, lutter ensemble et c'est là que se crée le vivre ensemble.¹⁶

Ce changement d'objet s'inscrit dans un mouvement plus large de mobilisations autour de la question des expulsions à Barcelone. La PAH (Plateforme des affectés par l'hypothèque), créée en 2009 à Barcelone, lutte contre les expulsions par les banques des individus ne pouvant rembourser leur hypothèque. Fondée par Ada Colau, devenue en 2015 maire de Barcelone, cette association a contribué à médiatiser les conséquences de la crise sur les classes populaires, et a fortiori immigrées, sur tout le territoire espagnol. Au sein des différentes assemblées locales, on retrouve, en effet, de nombreuses familles étrangères victimes d'expulsions¹⁷. À Ciutat Meridiana, c'est une association locale fonctionnant sur le même modèle que la PAH qui a aidé l'association de voisins à s'approprier cette question. Pour les leaders de l'association de voisins, la prise en charge de la question des expulsions apparaît comme une possibilité de retour vers des modes d'action proches des luttes urbaines fondatrices. Leur mobilisation met en œuvre deux modes d'action : un soutien aux victimes d'expulsions et des campagnes de visibilisation de la situation et de pression sur les élu.es locaux. Du côté des familles victimes d'expulsions, l'association de voisins reproduit le fonctionnement de la PAH en organisant des assemblées hebdomadaires qui sont des espaces d'organisation des actions et d'échanges entre les familles. Lors de ces AG, les leaders présentent les prochaines dates d'expulsions programmées et invitent tous les militant·es à se rassembler en bas de l'immeuble afin d'empêcher l'expulsion. Plus occasionnellement, ils organisent des actions de blocage d'un guichet de banque dans le quartier ou invitent les militant·es à se rendre aux conseils participatifs organisés par la municipalité. En parallèle, ils instaurent plusieurs permanences chaque semaine pour aider les ménages dans leurs

¹⁶ Entretien avec Juan B., militant de l'association de voisins, 19/04/2016.

¹⁷ Quentin Ravelli, « Peut-on parler d'un mouvement postcolonial en Espagne ? "Jour de la Race" et lutte indigène contre les banques », *Mouvements*, 2018, vol. 94 (n° 2), p. 126-140 ; Maka Suarez, « Debt revolts: Ecuadorian foreclosed families at the PAH in Barcelona », *Dialectical Anthropology*, 2017, vol. 41 (n° 3), p. 263-277.

démarches juridiques. Le recrutement de nouveaux et nouvelles militant.es chez les étranger.es récemment arrivés dans le quartier ne résiste néanmoins pas à la reproduction de rapports de domination de classe, de genre et ethniques. Les leaders historiques de l'association, qui sont des hommes blancs et âgés, du fait de leur trajectoire militante et leur position sociale encadrent très fortement la mobilisation des étranger.es, qui sont pour une grande partie des femmes des minorités ethniques, en situation économique précaire et disposent de marges d'action réduites notamment dans l'accès à des fonctions de responsabilité.

Les militant.es historiques cherchent également à rendre visibles les expulsions qui touchent le quartier. Malgré une institutionnalisation historique des associations de voisins, à Ciutat Meridiana les leaders cherchent à conserver une relative indépendance vis-à-vis du pouvoir municipal. Tous les membres de l'association de voisins sont bénévoles, celle-ci ne dispose pas de salarié.es. Ils et elles revendiquent leur indépendance en refusant d'être subventionnés, mais occupent cependant un local prêté gracieusement par la mairie. Ils et elles se positionnent sur un registre conflictuel vis-à-vis de l'équipe municipale d'Ada Colau, n'hésitant pas à dénoncer le trop faible volontarisme politique de la mairie à leurs yeux, tout en étant proches des actrices et acteurs institutionnels locaux, notamment celles et ceux chargés de la lutte contre les expulsions¹⁸. En 2011, afin d'attirer l'attention des pouvoirs publics, des membres de l'association diffusent un montage photo où ils remplacent un panneau d'accueil visible depuis l'autoroute où est inscrit « Bienvenue à Barcelone » par l'inscription « Bienvenue dans le quartier des expulsions ». Cette expression sera largement reprise par les médias par la suite et participera à rendre visible la situation de Ciutat Meridiana au point d'être désormais surnommé « le quartier des expulsions » par les militant.es de l'association et de nombreux médias locaux et nationaux. Si au départ, la presse écrite a repris ce surnom pour qualifier Ciutat Meridiana dans des articles portant sur la lutte contre les expulsions¹⁹, d'autres articles ont mobilisé ce terme pour des sujets n'ayant rien à voir²⁰. Cette couverture médiatique de la vie du quartier à travers le prisme des expulsions a alors contribué à sa stigmatisation. Dans ce contexte, les organisations d'action

¹⁸ Marion Lang, « Existe-t-il encore des contre-pouvoirs citoyens à Barcelone ? Conflictualité et contradictions d'une association de quartier », *Mouvements*, 2018, n° 94, p. 24-35.

¹⁹ Voir Germán Aranda, 2015, « Ocupas sin "k" en "Villadesahucio" », *El Mundo*. Adresse : <http://www.elmundo.es/cataluna/2015/05/21/555e18ac268e3eb26c8b458c.html> [Consulté le : 23 avril 2018] ou Cecilia Guardati, 2014, « Crisis en España: "Villa Desahucio", la otra cara de Barcelona », *Télam*. Adresse : <http://www.telam.com.ar/notas/201407/71250-crisis-espana-barcelona-yini-batista.html> [Consulté le : 23 avril 2018].

²⁰ On peut notamment citer un reportage de la BBC sur l'indépendance catalane vue par les habitant.es du quartier et un autre sur la fermeture des marchés couverts : Gozzer Stefania, 2017, « "Esta es una lucha económica entre dos gobiernos de derecha para tapar su corrupción": cómo se ve el independentismo de Cataluña en el barrio más pobre de Barcelona », *BBC Mundo*. Adresse : <http://www.bbc.com/mundo/noticias-internacional-41839227> [Consulté le : 24 avril 2018].

communautaire qui se développent cherchent à marginaliser l'association de voisins perçue comme favorisant la stigmatisation du quartier.

L'essor de l'action communautaire et sa valorisation institutionnelle

À partir des années 1990, l'espace local de participation de Ciutat Meridiana se reconfigure au profit des organisations d'action communautaire et au détriment de l'association de voisins. Dès cette période, de nombreux projets et dispositifs proposant une autre conception de la participation se développent dans les quartiers populaires barcelonais. L'action communautaire est une méthodologie d'action sociale qui s'est développée, en Espagne et particulièrement à Barcelone, à partir de la fin des années 1990. Sa théorisation est basée sur les travaux de pédagogues libertaires ayant influencé le travail social comme Francisco Ferrer Guardia ou Paulo Freire²¹. Les projets et organisations se réclamant de l'action communautaire se développent principalement dans les quartiers populaires où l'échelle locale est vue comme un atout pour la résolution des problématiques touchant les classes populaires. Ainsi des travailleuses et travailleurs sociaux et des technicien·nes municipaux mettent en œuvre des projets dans divers domaines (éducation, santé, espace public, etc.) qui rassemblent des professionnel·les du secteur concerné, des associations locales et des habitant·es dans un objectif de « co-construction » des politiques publiques locales²². Dès le départ, l'action communautaire s'avère être un mode de participation très institutionnalisé, distinct du militantisme de quartier historique ; la municipalité crée des plans communautaires dans les quartiers ciblés pour gérer les différents projets. Si l'essor de l'action communautaire précède l'arrivée au pouvoir municipal de l'équipe d'Ada Colau, celle-ci a contribué à son développement et son renforcement par le financement accru de différentes initiatives. La mairie finance les postes des « technicien·nes communautaires » chargés de l'animation de ces plans. Composé d'un conseil regroupant les technicien·nes municipaux, des élu·es et des associations locales, le plan communautaire oriente les modalités d'action des projets et dispositifs participatifs au sein du quartier. C'est également en son sein qu'est décidée la répartition du budget alloué aux activités associatives et festives locales. À Ciutat Meridiana, la mise en place du plan communautaire a mis au jour les tensions entre l'association de voisins et d'autres protagonistes associatifs investis dans l'action communautaire. Les premières tentatives n'ont pas abouti du fait de l'opposition de l'association de voisins qui voyait ce projet comme une forme de canalisation institutionnelle

²¹ Paulo Freire, *Pédagogie des opprimés*, Paris, Maspero, 1974.

²² Moisés Carmona et Óscar Rebollo *Guia operativa d'acció comunitària*, Barcelona, Acció Social i Ciutadania, Ajuntament de Barcelona, 2009. Cette méthodologie se rapproche du « développement communautaire » qui existe aux États-Unis où les institutions jouent un rôle central.

du tissu associatif local²³. Avec le soutien appuyé de la municipalité, il s'est finalement imposé en 2008 comme l'espace central d'organisation de la vie collective locale.

Le rôle prépondérant joué par le plan communautaire traduit une transformation de l'espace local de participation. Si historiquement, l'association de voisins était l'organisation intermédiaire entre habitant·es et élu·es privilégiée par la mairie, elle n'occupe plus qu'une place ordinaire au sein du plan au même titre que les autres associations du quartier, mais aussi des organisations de travail social extérieures intervenant sur le quartier. Désormais, la municipalité s'adresse au plan communautaire pour les sujets traitant du quartier en général. Seuls les élu·es mobilisent encore l'association de voisins, davantage sur les thématiques liées aux expulsions.

Cette transformation du fonctionnement de l'espace local de participation va de pair avec une évolution du profil des entrepreneur·es de participation. On assiste à la fois à une importante arrivée de travailleuses sociales recrutées dans les différents projets, mais aussi à l'évolution des registres d'action de certaines associations locales. Les travailleuses sociales chargées de projets participatifs ponctuels ou du plan communautaire ont toutes une formation dans le travail social. Elles ne sont pas originaires du quartier en général, mais ont occupé plusieurs postes similaires au cours de leur carrière, dans différents quartiers populaires. C'est le cas de Vera B., travailleuse sociale dans un projet d'action communautaire interculturelle. Mexicaine, elle a immigré avec ses parents à l'âge de quinze ans²⁴. Installée dans un quartier du centre de Barcelone, elle a suivi une formation d'éducation après avoir obtenu son baccalauréat. En poste depuis deux ans à Ciutat Meridiana, elle a auparavant travaillé dans d'autres quartiers populaires à proximité sur des postes similaires. Si leur travail les conduit à s'investir durant leurs congés dans les projets, ces actrices ne considèrent tout de même pas avoir un engagement militant et mobilisent un vocabulaire différent de celui des leaders de l'association de voisins, rappelant d'autres trajectoires professionnelles dans les quartiers populaires français²⁵.

L'implantation de l'action communautaire dans le quartier conduit également à l'évolution de certaines associations historiques qui délaissent le registre de mobilisation du militantisme de quartier pour s'orienter vers des cadres plus partenariaux valorisés par

²³ Ana Belén Cano Hilz et Marisol García Cabeza, « Políticas de acción comunitaria en las periferias urbanas. Problemas de transferibilidad. », *Gestión y Política Pública*, 2012.

²⁴ Entretien avec Vera B., travailleuse sociale dans l'action communautaire, 09/05/2017.

²⁵ Sylvie Tissot, « Reversions dans la politique de la ville : l'engagement pour les « quartiers » », *Politix*, 2005, n° 70 (n° 2), p. 71-88.

l'action communautaire. C'est le cas de l'association El Cami créée par trois habitant.es du quartier en 2005 pour héberger un projet sur les relations interculturelles. Alors qu'avant 2005, l'association organisait des événements de petite envergure et s'associait aux mobilisations de l'association de voisins, le recrutement d'une travailleuse sociale et l'arrivée de financements municipaux dans le cadre de l'action communautaire conduisent à un important développement de l'association qui organise régulièrement des événements au sein du quartier et est invitée à participer à d'autres projets à l'échelle de la ville ainsi qu'à sa prise de distance avec l'association de voisins. Pour les bénévoles historiques, cette transformation s'accompagne d'une modification de leurs registres d'action. Ernesto R., le président de l'association est un habitant historique du quartier âgé de 62 ans d'origine andalouse²⁶. Très investi dans l'association de voisins dans sa jeunesse, il a beaucoup milité durant la transition démocratique. Il est désormais très critique de l'action de l'association de voisins dont le positionnement plus conflictuel constitue selon lui un vrai frein à l'engagement. À l'instar des autres actrices et acteurs de l'action communautaire, il reproche à l'association de voisins sa mobilisation contre les expulsions qui touchent les étranger.es et qui a conduit à la stigmatisation du quartier.

L'essor de l'action communautaire à Ciutat Meridiana conduit à la marginalisation de l'association de voisins dans un espace local de participation très concurrentiel où l'engagement militant et l'action collective ont laissé place à d'autres normes de participation centrées autour de relations partenariales avec les institutions locales. Cette marginalisation se concrétise dans la disqualification du travail de l'association de voisins par un projet participatif directement issu de l'action communautaire.

L'action communautaire comme outil de démobilisation de la cause des expulsions

Au sein de l'espace local de participation, l'association de voisins cherche à renouveler sa base militante, via la prise en charge des expulsions. Ses actions, comme le photomontage (voir supra), contribuent à rendre visible cette problématique touchant particulièrement les étranger.es. La prise en charge de cette thématique ne fait pourtant pas l'objet d'un consensus au sein de l'espace associatif. Les actrices et acteurs institutionnels de l'action communautaire proposent un projet participatif alternatif visant à retourner le stigmate lié à la médiatisation du quartier comme « quartier des expulsions ». Ce projet participatif conduit à la disqualification de la mobilisation portée par l'association de voisins.

²⁶ Entretien avec Ernesto R., président de l'association El Cami, 19/06/2017.

Le projet participatif « Ciutat Esperança » comme outil de démobilisation

Le projet participatif Ciutat Esperança²⁷, créé en 2015, est à destination des jeunes habitant·es du quartier. Il est issu de la collaboration entre le plan communautaire de Ciutat Meridiana et une association barcelonaise, créée en 2009, travaillant sur l'éducation à la communication : El Parlante. Celle-ci œuvre dans plusieurs quartiers de Barcelone en proposant à des jeunes (souvent de quartiers populaires) de réaliser des vidéos (courts-métrages ou documentaires) sur des sujets qui les intéressent ou les préoccupent. Les salarié·es d'El Parlante accompagnent à la fois les jeunes dans la formation technique à l'audiovisuel, mais surtout dans une écoute et un travail plus psychologique autour de leur développement personnel avec pour objectif affiché le renforcement d'une « *citoyenneté active* »²⁸. Composée de trois salariées, l'association a été fondée par un docteur en science de la communication ayant développé cette méthodologie. L'association n'a pas d'ancrage territorial fort, mais développe des projets au gré des financements. Après avoir obtenu des subsides publics pour lancer des projets à Ciutat Meridiana, El Parlante a constitué un groupe d'adolescent·es pour travailler sur le traitement médiatique du quartier. Le point de départ du travail de l'association est la lutte contre la stigmatisation de Ciutat Meridiana liée à la médiatisation des expulsions opérées par l'association de voisins, comme l'explique Armando C., le docteur fondateur de l'association :

Enquêtrice : Qui a eu l'idée de travailler sur les stéréotypes de « Villa Desahucio » : les jeunes ou l'association ?

Armando C. :

L'idée n'est pas née avec les jeunes, parce que les jeunes n'étaient pas dans le projet à ce moment-là. Le premier échange qu'on a eu c'était avec le plan communautaire, qui est la structure qui regroupe beaucoup d'associations du quartier, donc oui ça vient de la population. Cela vient du plan communautaire. Donc oui c'est une volonté qui a émergé des citoyens et nous, on a cherché ce qu'on pouvait en faire. Eux nous ont expliqué le problème des expulsions, on a regardé ce que disait la presse et on y a vu le nom. Après ce qui est venu des jeunes, c'est les thèmes qu'on choisit chaque année de travailler. [...]

²⁷ Il s'agit d'un jeu de mots entre le nom du quartier Ciutat Meridiana et « *Ciutat Esperança* » que l'on peut traduire en français par « quartier de l'espoir ».

²⁸ Voir présentation sur le site officiel de l'association El Parlante : <http://elparlante.es/>.

E : Et le fait de critiquer la vision « Villa Desahucio » est-ce que ça a créé des problèmes avec des associations du quartier ? Parce que c'est l'association de voisins qui a d'abord utilisé ce nom avant qu'il soit repris par la presse.

A : Ah bon ? Je ne le savais pas.

E : Oui c'est eux qui l'ont mis sur l'avenue Meridiana.

A : Je ne le savais et ça me surprend parce qu'à ce moment-là... Au moment où on en a parlé avec le plan communautaire, c'était parce que le technicien me disait que les habitants vivaient mal ce « Villa Desahucio » dans la presse.²⁹

Le promoteur du projet *Ciutat Esperança* ne vise pas directement l'association de voisins comme producteur de stigmatisation territoriale. Son discours témoigne davantage de sa position extérieure aux enjeux de l'organisation de la vie collective du quartier. Pour autant, les raisons de la mise en place de ce projet participatif apparaissent liées à la mobilisation de l'association de voisins. Les technicien·nes communautaires du quartier présentent ainsi directement l'arrivée de *Ciutat Esperança* comme une réponse à la stigmatisation territoriale :

Enquêtrice : Concernant le projet *Ciutat Esperança*, tu peux m'expliquer un peu l'histoire ?

Nuria R. : *Ciutat Esperança* est un projet qui est né du plan communautaire et qui a été pris en charge par une organisation extérieure au quartier qui s'appelle El Parlante et qui travaille avec l'audiovisuel. C'est un projet qui s'est monté et qui est ouvert à tous les jeunes du quartier. Cela fait cinq ans qu'il existe et un noyau dur s'est formé. Ce qu'ils font c'est lutter contre l'image négative qu'avait *Ciutat Meridiana*. Avant, tout était négatif, il n'y avait que des mauvaises nouvelles. Et donc eux avaient envie de dire toutes les choses positives qu'il y a dans le quartier. Et à partir de là ils ont commencé à faire des vidéos pour montrer une image positive et ça a bien marché.³⁰

La création du projet *Ciutat Esperança* est donc liée à la médiatisation du surnom du quartier Villa Desahucio proposé par l'association de voisins, sans que ce nom ne soit prononcé. Ce choix s'inscrit en outre dans un contexte de relations historiquement

²⁹ Entretien avec Armando C., fondateur et directeur de l'association El Parlante, 09/04/2018.

³⁰ Entretien avec Nuria R., technicienne communautaire, responsable du plan communautaire, 07/06/2017.

conflictuelles entre les organisations de l'action communautaire et l'association de voisins³¹. La sollicitation par les technicien·nes de l'action communautaire d'une association extérieure au quartier, dont la connaissance du contexte local reste limitée, illustre le décalage entre les projets développés par l'action communautaire et les mobilisations collectives des habitant·es. L'objectif du projet est donc clairement de lutter contre la stigmatisation du quartier liée directement aux mobilisations de l'association de voisins. Le projet Ciutat Esperança constitue, à ce titre, tant un outil de lutte contre la stigmatisation territoriale, que de disqualification de l'association de voisins.

Les actions menées au sein du projet visent à valoriser une « autre image » du quartier et de ses habitant·es à travers la réalisation de vidéos. Concrètement, Ciutat Esperança est un projet ouvert à tous les jeunes du quartier, mais celles et ceux qui y participent sont « recruté·es » au sein du centre social qu'ils et elles fréquentent déjà. En 2017, un groupe de huit jeunes habitant·es âgés de 17 à 25 ans constituent le noyau dur de Ciutat Esperança. Tous les participant·es résident dans le quartier et sont dans des situations sociales diverses. La plupart d'entre eux et elles sont blancs et leurs familles ne sont pas touchées par les expulsions, certain.es poursuivent des études supérieures quand d'autres rencontrent plus de difficultés. Alba L., la plus âgée du groupe, a 25 ans et se présente comme catalane. Après un parcours scolaire chaotique, elle arrête l'école à seize ans et trouve quelques emplois précaires comme femme de ménage. Son investissement au sein du projet *Ciutat Esperança* lui a permis de trouver sa voie dans le cinéma et, en 2018, elle a intégré une école de cinéma à Madrid. D'autres membres sont des enfants d'immigré.es connaissant des trajectoires sociales ascendantes. L'une des participantes du projet, Mercedes N., est âgée de 19 ans, d'origine équatorienne, et est arrivée en Espagne à l'âge de deux ans. Élevée par sa mère, elle a voulu rejoindre le projet Ciutat Esperança après avoir vu les premières réalisations. Elle poursuit une formation d'aide-soignante et est bénévole dans le centre aéré du quartier. Ce groupe de jeunes habitant·es du quartier a travaillé sur la réalisation de courts-métrages au sein du projet Ciutat Esperança autour de différentes thématiques : le racisme, le harcèlement scolaire, les violences de genre et d'autres, directement liés à la vie du quartier. L'un d'entre eux, intitulé « Télévision populaire » critique le traitement médiatique du quartier et sa stigmatisation³².

³¹ A. Belén et M. Garcia montrent en effet que la constitution du plan communautaire au début des années 2000 a mis à jour les tensions entre l'association de voisins et les organisations de l'action communautaire. Voir Ana Belén Canº Hiltz et Marisol García Cabeza, « Políticas de acción comunitaria en las periferias urbanas. Problemas de transferibilidad. », *Gestión y Política Pública*, 2012.

³² El Parlante, *Televisió popular* [Image], 2016, consulté le 16 juillet 2019, URL : <https://www.youtube.com/watch?v=SC96grVNIWs&list=PL5ZGmmEpDZAJ0RcgasPMGjVDLaA4Cas&index=11>.

Le projet Ciutat Esperança met en avant deux types de discours. D'une part, les jeunes habitant·es investis et leurs encadrant·es cherchent à porter un contre-discours « positif » sur le quartier. Celui-ci est visible dans certaines thématiques mises en avant dans les courts-métrages. Par exemple, une vidéo a été réalisée sur l'environnement naturel du quartier en mettant en avant sa localisation à l'orée de la montagne et des possibilités offertes³³. Un autre court-métrage intitulé « Nous sommes tous de Ciutat Meridiana »³⁴ met en scène les relations culturelles entre des personnes d'origine étrangère et des habitant·es espagnols historiques, s'inscrivant dans la vision de l'intégration promue par les institutions locales et l'action communautaire à savoir l'interculturalité³⁵. Ces vidéos mettent en pratique la volonté des membres de Ciutat Esperança comme de leurs encadrant·es de valoriser « l'image positive du quartier » contre la stigmatisation médiatique liée à la mobilisation de l'association de voisins.

En outre, ils et elles tendent à individualiser la question des expulsions. Celle-ci n'est jamais rendue visible dans les réalisations des jeunes habitant·es alors que d'autres problèmes sont évoqués comme celui des difficultés d'accessibilité à certains espaces escarpés du quartier³⁶. On peut faire l'hypothèse que ce processus constitue un des moyens développés par les promoteurs de projet pour proposer un autre récit, moins collectif, sur la situation des expulsions dans le quartier. Par ailleurs, les jeunes membres du groupe de *Ciutat Esperança* portent un regard explicitement critique sur les mobilisations de l'association de voisins :

Enquêtrice : Et la problématique des expulsions ça vous paraît un thème important dans le quartier ?
Vous en pensez quoi ? Les médias en parlent beaucoup...

Alba : Il y a des expulsions, on en est conscients, mais ils exagèrent beaucoup. Parce que beaucoup de victimes n'en sont pas vraiment : mais ça personne ne le dit. Oui il y a eu beaucoup d'expulsions, mais pour beaucoup c'était des gens qui ne voulaient pas payer alors qu'ils pouvaient. J'ai même vu l'assistance sociale dire à une famille de squatter un appartement pour recevoir de l'aide.

Mercedes : Il y a différents cas. J'ai vu des cas où les gens ne peuvent vraiment pas payer, mais il n'y a rien pour empêcher les gens de prendre plusieurs crédits à la fois.

³³ El Parlante, *Ciutat Meridiana és natura*. [Image], 2013, consulté le 16 juillet 2019, URL : <https://www.youtube.com/watch?v=KwPC-Irx5k0>.

³⁴ El Parlante, *Tots i totes som Ciutat Meridiana*. [Image], 2013, consulté le 16 juillet 2019, URL : <https://www.youtube.com/watch?v=MbbJqJecf78&list=PLg0QsIqMij6NQOxKUb6SUaFeULRn0E5aF&index=15>.

³⁵ Barcelona Societat: revista d'informació i estudis socials, *Dossier: Interculturalisme*, 2009, n° 16.

³⁶ El Parlante, *Motivad@s del Barri* [Image], 2016, consulté le 16 juillet 2019, URL : <https://www.youtube.com/watch?v=f7uUe488z3E&list=PL5ZGmmEpDZAj0RcgasPMGjVDLaA4Cas&index=6>.

A : Le truc c'est qu'ils se sont mobilisés sur la problématique des expulsions. Je connais la question, je l'ai vu de très près, de personnes proches. Ils disent qu'il y a 300 expulsions dans le quartier, nous sommes 11 000 habitants. C'est pas tant que ça, c'est beaucoup, mais il y a d'autres choses aussi. Qui se préoccupe des grossesses précoces ? À Ciutat Meridiana nous sommes un des quartiers avec le plus de grossesses précoces. Il faut s'en préoccuper, y'a pas que les expulsions.³⁷

Les propos d'Alba et Mercedes renvoient à un argumentaire visant à disqualifier la question des expulsions comme véritable problématique sociale en faisant peser la responsabilité de leurs situations sur les victimes elles-mêmes. Ce discours n'est pas propre aux participant·es de Ciutat Esperança, mais commun à une partie des habitant·es et protagonistes associatifs du quartier. On le retrouve, en effet, chez des intervenant·es de l'action communautaire (éducateurs ou éducatrices de rue, technicien·nes, associations partenaires) et chez une partie des habitant·es qui considèrent que la mobilisation de l'association de voisins sur la question des expulsions a directement contribué à la stigmatisation du quartier. Ce discours contribue à individualiser les cas d'expulsions, s'opposant ainsi au travail de l'association de voisins qui l'a construit comme un enjeu collectif. Les deux registres de discours portés par les membres de Ciutat Esperança contribuent ainsi à disqualifier la mobilisation contre les expulsions. La valorisation institutionnelle du projet au sein de l'espace local de participation renforce cette stratégie de démobilisation.

Les membres du projet Ciutat Esperança sont, en effet, très intégrés au sein de l'espace local de participation particulièrement par les intervenants de l'action communautaire. Le groupe a participé à plusieurs projets vidéo pour le compte d'associations de quartier proches du plan communautaire et qui ont un discours très critique de l'action de l'association de voisins. Par ailleurs, Ciutat Esperança dispose d'un soutien institutionnel très fort. Les membres du plan communautaire valorisent énormément leur travail : les jeunes sont invités à exposer leurs projets à diverses occasions et souvent présentés comme un bon exemple du renouvellement de la participation citoyenne dans le quartier. Lors de l'inauguration des fêtes du quartier de 2017, le discours de l'élue confirme ce soutien institutionnel très fort.

Le 26 juin 2017 à 18 h a lieu la traditionnelle inauguration de la fête de Ciutat Meridiana, qui a lieu durant la saison des fêtes de quartier où s'enchaînent des événements dans tous les quartiers de Barcelone. Devant le marché couvert, une scène a été installée pour accueillir un concert. Le public est principalement composé de personnes âgées, d'actrices et

³⁷ Entretien avec Alba L. et Mercedes N., 14/07/2017.

d'acteurs associatifs, de quelques technicien.nes et du groupe de jeunes de *Ciutat Esperança* accompagnés par les administratrices et administrateurs du plan communautaire. Sur le programme, il est indiqué que c'est le groupe de jeunes qui doit prononcer le discours d'inauguration en présence de l'élue locale. Carolina R., l'élue, monte sur la petite estrade pour présenter *Ciutat Esperança* :

Bonjour à tous, je suis vraiment très heureuse de vous présenter le groupe qui va inaugurer les fêtes de *Ciutat Meridiana*. Nous sommes, je crois, tous vraiment heureux de voir un groupe de jeunes se mobiliser pour son quartier, s'investir dans des projets. Cela renforce encore la capacité citoyenne de notre quartier et cela nous montre bien que oui les jeunes veulent s'investir dans leur quartier. Sans plus attendre, je leur laisse la place.

Deux filles et deux garçons montent sur l'estrade accompagnée d'une salariée d'El Parlante. Tous arborent des tee-shirts verts au logo de *Ciutat Esperança*. À tour de rôle, ils et elles lisent un texte préparé :

Nous sommes *Ciutat Esperança*. Nous sommes la jeunesse du quartier et à tous ceux qui disent que les jeunes ne s'investissent pas dans le quartier, nous leur répondons que c'est faux. À tous les jeunes qui veulent s'investir, mais qui ne savent pas comment faire, nous souhaitons leur montrer toutes les possibilités qu'il y a. *Ciutat Meridiana* n'est pas « *Ciutat Desahucio* », nous voulons montrer que notre quartier est aussi un quartier où il y a de l'espoir (*esperança*) et où les associations et la jeunesse se mobilisent pour faire de belles choses comme cette fête ». Les applaudissements ne se font pas attendre.³⁸

Ces deux discours témoignent d'une part de la légitimité institutionnelle dont dispose le groupe, mais aussi de la manière dont il se présente comme une initiative locale visant à concurrencer la mise en récit du quartier faite par l'association de voisins. La valorisation de la jeunesse des participant·es contribue à la disqualification de l'association de voisins dont l'absence de renouvellement générationnel est pointée par les intervenants de l'action communautaire et les élu·es comme un élément pouvant expliquer sa perte de légitimité dans l'espace participatif local. À l'inverse, l'action communautaire valorise ici sa capacité à construire un renouvellement générationnel de l'espace associatif. En outre, il est intéressant de noter qu'alors que *Ciutat Esperança* est systématiquement présenté comme un « groupe de jeunes du quartier » qui s'est mobilisé et organisé spontanément, la réalité diffère. La technicienne du plan communautaire et les salarié·es d'El Parlante jouent un rôle fondamental

³⁸ Extrait du carnet d'enquête, 26/06/2017.

dans l'organisation de ce groupe. En témoigne, les entretiens réalisés avec les jeunes qui m'expliquent que c'est la technicienne du plan communautaire qui organise les réunions et les mobilise et que la communication est quasi exclusivement gérée par l'association El Parlante. L'accompagnement technique de Ciutat Esperança est, en revanche, effacé dans les scènes publiques. La consécration de Ciutat Esperança comme mobilisation collective alternative à l'association de voisins passe ainsi par un effacement des liens forts entretenus avec les actrices et acteurs de l'action communautaire. Dans le cadre d'une politique municipale de développement urbain, la mairie a répondu à une demande des membres de Ciutat Esperança concernant la création d'un local « pour jeunes », qui sera géré par les jeunes eux-mêmes³⁹. Le soutien de ce projet par la mairie peut s'expliquer par son inscription directe dans le cadre de l'action communautaire qui est considérée comme la norme en termes de participation citoyenne. En outre, le soutien aux jeunes habitant·es du projet vise également pour les élu·es à favoriser l'émergence de nouveaux leaders associatifs locaux⁴⁰.

De la disqualification de la cause des expulsions à la démobilisation des militant·es

La disqualification de l'association de voisins par la mise en œuvre du projet participatif « Ciutat Esperança » produit deux types d'effets sur la mobilisation contre les expulsions. Si elle ne conduit pas à une démobilisation des militant·es historiques, elle contribue en revanche à disqualifier les étranger·es mobilisés et la cause des expulsions.

Les leaders historiques s'avèrent relativement peu affectés par les formes de démobilisation venant du côté de l'action communautaire. La mobilisation de l'association de voisins reste active, car la problématique des expulsions n'est pas réglée et la base militante toujours présente. Si les leaders de l'association sont marginalisés au sein de l'espace local de participation, ils et elles restent présents dans les réseaux interassociatifs sur les questions de logement à l'échelle de la ville et, à ce titre, participent à des réunions de travail avec les élu·es locaux. Par ailleurs, ils tendent à relativiser les critiques qu'ils reçoivent, les réinscrivant dans la continuité de conflits à l'échelle du quartier. Ainsi Juan B., président de l'association, ancien ouvrier du textile à la retraite témoigne des effets limités de la marginalisation de l'association :

³⁹ Entretien avec Nuria R., technicienne du plan communautaire, 07/06/2017.

⁴⁰ Entretien avec Carolina R., élue locale référente de Ciutat Meridiana, 09/09/2016.

Enquêtrice : Quelles relations vous entretenez avec les habitants qui ne sont pas touchés par les expulsions ? J'entends des critiques...

Juan B. : Oui bien sûr qu'il y en a. Il y a des gens qui ne sont pas en accord avec ce que nous défendons parce que ce sont des questions de logement qui touchent principalement les immigrés. Pour eux, on les défend donc on ne s'occupe pas des problèmes du quartier. On voit bien la logique, un peu raciste... Après il y a ceux qui disent que nous sommes une association à la botte de Colau. Alors qu'on n'est pas lié à la mairie, on fait les choses sans eux. On a 300 membres, nous sommes ouverts à tous. On continue à se mobiliser pour tout le quartier comme avant. Souvent, j'entends des gens qui disent qu'ils veulent créer une autre association, mais je ne l'ai jamais vue. De toute manière, il y a toujours eu cette tendance entre les habitants. Lors des élections, ce sont toujours les deux partis qui sortent : d'un côté le parti conservateur (PP), de l'autre les partis de gauche (PCT, PSOE). C'est toujours les mêmes clivages.

Par ailleurs, la médiatisation des expulsions et l'appellation « quartier des expulsions » ne sont pas considérées comme une forme de stigmatisation pour les membres de l'association comme Clemente :

Enquêtrice : Quelle est ton opinion sur les articles ? Tu penses que c'est une façon de mettre en lumière la question

Clemente : De l'extérieur je pense que c'est bien que la presse fasse ça, très bien. En interne, il y a un message pour les gens, les victimes, mais qui ne leur arrive pas trop. Et les habitants de Ciutat Meridiana disent aussi que seuls les aspects négatifs sortent dans les journaux.

E : Oui ça je l'entends beaucoup dans le quartier.

C : Bien sûr, mais c'est aussi une réalité. On aime ou on n'aime pas, mais c'est une réalité. Qu'on connaisse ma rue parce qu'un mari a tué sa femme et ses enfants, c'est comme ça. Il y a un "Bienvenue à Barcelone" et nous on a mis "Bienvenue à Villa Desahucio". Il y a une reprise du côté de la mairie, de la Généralitat. La presse a titré *Villa Desahucio, Villa Desahucio*. Cela a permis d'améliorer des choses qui étaient promises depuis l'époque de Maragall. *Villa Desahucio* a attiré un peu plus l'attention sur nous. C'est quand même un quartier qui a une capacité, avec une histoire forte.⁴¹

⁴¹ Entretien avec Clemente, 22/05/2017.

Ainsi les leaders de l'association ne remettent pas en cause leurs modes d'action au vu des critiques qu'ils peuvent subir. S'ils ne mentionnent pas directement le projet Ciutat Esperança, les références aux "aspects négatifs" du quartier renvoient aux raisons de la genèse de ce projet participatif. Le capital militant qu'ils ont accumulé⁴² semble leur permettre de faire face aux stratégies de démobilisation et de maintenir leur position – certes dominée – au sein de l'espace local de participation.

En revanche, on observe des effets de stigmatisation sur les étranger.es mobilisés contre les expulsions qui fragilisent la portée de la cause des expulsions. La disqualification de l'association de voisins participe à la construction de stéréotypes concernant les étranger.es qui seraient « opportunistes » et « profiteraient du système » en occupant illégalement des logements. La lecture de la question des expulsions que font les membres de Ciutat Esperança contribue à renforcer ces stéréotypes. On retrouve ses éléments dans les propos d'Alba, membre de Ciutat Esperança, lorsqu'elle dit que « oui il y a eu beaucoup d'expulsions, mais pour beaucoup c'était des gens qui ne voulaient ni payer alors qu'ils pouvaient. [Qu'elle a] même vu l'assistante sociale dire à une famille de squatter un appartement pour recevoir de l'aide ». Ce raisonnement qui minimise la question des expulsions en faisant reposer la responsabilité sur les victimes, est régulièrement présenté par différents habitant.es, actrices et acteurs du quartier qui distinguent deux types de ménages victimes d'expulsions, à l'instar de Sandra, une commerçante du quartier.

Je crois qu'il faut distinguer deux choses. Il y a ceux qui sont dans la grande précarité, qui ne peuvent plus rembourser l'hypothèque et qui n'ont pas d'autre choix que d'occuper un logement. Et il y a ceux qui ont juste envie. Parce que ça coûte beaucoup, moi je paye une hypothèque et c'est pas facile. Mais il y a ceux qui profitent juste de la situation, qui sont venus ici exprès, alors qu'ils ne vivaient pas dans le quartier et qui ont un culot incroyable. Et qu'on ne devrait pas aider à rester.⁴³

La distinction entre les différentes motivations des habitant.es victimes d'expulsions conduit à disqualifier le caractère collectif de la mobilisation en mettant en avant la pluralité de situations dont l'objectivation reste difficile. Pour autant, les représentations dominantes des étranger.es mobilisés contre les expulsions tendent à disqualifier leur engagement et la cause de l'association de voisins de manière plus générale. La cause des expulsions ne fait pas l'objet d'un consensus au sein de l'espace local de participation comme auprès des habitant.es, et les outils de disqualification, en cherchant à retourner le stigmate, renforcent

⁴² Frédérique Matonti et Franck Poupeau, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2004, n° 155, n° 5, p. 4-11.

⁴³ Entretien avec Sandra M., le 04/04/2017.

l'idée selon laquelle les expulsions ne seraient pas un enjeu collectif local, mais une problématique limitée à certain·es habitant·es dans des situations particulières. Cette disqualification renforce la stigmatisation des étranger·es mobilisés qui ne sont pas considérés comme un public légitime au sein de l'espace local de participation du quartier. Si l'association de voisins est frappée par cette disqualification, les étranger·es continuent tout de même à s'investir dans la mobilisation. D'une part, car en tant que public relativement illégitime de l'espace local de participation la disqualification a peu de conséquences directes sur eux et elles et, d'autre part, car l'association de voisins reste la mobilisation locale la plus à même d'améliorer leurs conditions matérielles d'existence.

Conclusion

Les stratégies de démobilisation de l'association de voisins s'inscrivent dans les transformations plus larges des pratiques de participation dans les quartiers populaires à Barcelone. Le déclin et l'institutionnalisation du militantisme de quartier ont conduit l'association de voisins à se repositionner sur la question des expulsions. L'action communautaire est devenue le mode dominant de participation valorisé par la mairie de Barcelone. Dans un tel contexte, la mise en place du projet Ciutat Esperança se révèle être un outil de démobilisation de l'association de voisins qui, en cherchant à retourner le stigmate territorial, contribue à délégitimer la cause des expulsions au sein de l'espace local de participation. La mise en concurrence d'associations et de projets participatifs pour la définition des enjeux collectifs au sein du quartier semble ainsi être une tactique où, indirectement, les actrices et acteurs institutionnels organisent et hiérarchisent les mobilisations collectives locales. L'étude du cas de l'espace participatif de Ciutat Meridiana et des luttes qui s'y jouent permet ainsi de mettre à jour une stratégie particulière de démobilisation. Ici, la disqualification d'une association n'est pas directement mise en œuvre par les institutions locales, mais déléguée, de manière indirecte, à d'autres organisations associatives, les rendant ainsi invisibles et plus difficilement contestables⁴⁴. Paradoxalement, alors que l'amélioration des conditions de logement constitue l'un des enjeux centraux du mandat d'Ada Colau⁴⁵, la cause des expulsions se révèle disqualifiée à Ciutat Meridiana, en partie, car portée par une association qui ne cadre pas avec les standards institutionnels de la participation associative mis en avant par l'équipe municipale.

⁴⁴ Michael McQuarrie, « N° Contest. Participatory Technologies and the Transformation of Urban Authority. », in Caroline W. Lee, Michael Mc Quarrie et Edward T. Walker (dir.), *Democratizing inequalities: dilemmas of the new public participation*, New York, NYU Press, p. 83-101.

⁴⁵ En 2018, le conseil municipal a adopté une mesure prévoyant de réserver 30 % des nouvelles constructions à des logements sociaux.